

RİPOSTES SYNDİCALES

Ripostes syndicales Face à l'extrême droite #12 - janvier 2026

Sommaire

P2 Mairie Brune :
Hénin-Beaumont,
Djelloul 1 - Briois 0

P4 Liberté pour Gino et
pour toutes les
antifascistes
incarcérées

P5 BuDAPEST 2023-
2025 , Contre la
répression des
antifascistes

P6 L'extrême droite
contre la culture

P9 Italie : No Meloni Day

p10 RATP : NON au Puy-
du-Faux

p11 SNCF : SMARTBOX on
n'en veut toujours
pas !

p12 VISA : stop aux
mairies brunes

P13 soutien A la Jeune
Garde

p14 idées culture

P16 Formations à venir

NO PASARAN ! NOS LUTTES, LEURS DÉFAITES

Face à la montée de l'extrême droite, le syndicalisme de lutte est un rempart essentiel.. Sa force ? L'ancrage territorial, sa capacité à mobiliser, et à construire l'unité dans la diversité. Les élections municipales de mars 2026 sont un enjeu crucial. Laisser des mairies aux mains de l'extrême droite banaliserait encore davantage les discours et les actes de haine et de discrimination qui nous inondent quotidiennement notamment via les médias du milliardaire Bolloré.

L'extrême droite nie l'urgence écologique, sacrifiant l'avenir sur l'autel du profit et du repli identitaire. Pourtant, ce sont les classes populaires — des banlieues aux ruralités — qui subissent déjà de plein fouet les conséquences des canicules, des inondations, et de la précarité énergétique. La jeunesse, en première ligne, exige des solutions : une véritable transition écologique, la fin des discriminations et des privilèges. Les syndicats doivent porter ces revendications, lier justice sociale et transition écologique, et refuser les fausses solutions sécuritaires, racistes ou climatosceptiques.

L'extrême droite prospère là où les services publics mais aussi le syndicalisme reculent. Pour la contrer, il faut syndicaliser massivement, aller à la rencontre des travailleurs et travailleuses, partout et surtout dans les territoires délaissés. Contre le désespoir dont se nourrit l'extrême droite on doit imposer les luttes sociales et la conscience de classe.

Les syndicats ne sont pas seuls : ils doivent s'allier aux mouvements antiracistes, féministes, écologistes, et aux collectifs actifs dans les quartiers. Les périphéries urbaines et les ruralités ne sont pas des réservoirs de voix pour l'extrême droite, mais des bastions de résistance à organiser. **Ensemble, transformons l'urgence en force pour un futur solidaire, écologique, et sans place pour la haine.**

Le RN ennemi des syndicalistes Djelloul 1 - Briois 0 !

Steeve Briois maire RN, depuis 2014, de la commune d'Hénin-Beaumont dans le Pas-de-Calais a engagé une procédure disciplinaire contre Djelloul Khéris, représentant du personnel et secrétaire de la section SUD Collectivités Territoriales de la commune. Après les associations et la culture, Briois s'en prend une fois de plus aux syndicalistes.

Cette attaque n'est que la dernière d'une longue série visant les militant·es depuis la création de cette section : attaques nominatives dans la revue municipale, courriers adressés aux agent·es, propos insultants et diffamatoires visant parfois les familles. Sur les réseaux sociaux, Briois est allé jusqu'à qualifier publiquement des militant·es de « cloportes » lors des manifestations du 1er mai.

La répression franchit une nouvelle limite

Mais, pour la première fois depuis 2016, l'offensive vise directement à révoquer un syndicaliste. C'est ni plus ni moins que de la répression anti-syndicale, une répression qui cherche à faire cesser toute action de résistance et de défense du service public et des agent·es au sein de la commune.

Djelloul est un enfant du pays, investi dans la vie locale et dans diverses associations. Il a le service public chevillé au corps. Et c'est bien là tout le problème et non un prétendu conflit d'intérêt ou un manquement à son devoir de réserve. Le dossier disciplinaire ne comportait pas le moindre élément matériel fiable justifiant les accusations. C'était un montage de toutes pièces pour virer notre camarade et essayer de couler la section à moins d'un an des élections professionnelles.

Il est évident que l'engagement et les prises de position, notamment antifascistes, de Djelloul et de l'équipe syndicale locale expliquent les tentatives répétées de la municipalité de les neutraliser. Dans un pays qui glisse de plus en plus à l'extrême droite et dans

lequel les propos racistes et les agressions des fachos se multiplient, nous syndicalistes antifascistes, sommes un·e ennemi·e à abattre. De la même façon cela fait des années que l'équipe syndicale dénonce les reculs du service public via les privatisations (crèche, piscine...) et la dégradation des conditions de travail.

Quand on vous dira, le RN on n'a jamais essayé, vous pourrez dire, « Djelloul il a essayé » ! Et clairement l'essayer ce n'est pas l'adopter mais c'est le combattre ! Car voilà le vrai visage de l'extrême droite, et on est très très loin de ce que Bardella, Le Pen et autres veulent nous faire croire. Leur normalisation, leur banalisation, leur respectabilité... C'est de l'enfumage ! La réalité nous la voyons dans toutes les collectivités où l'extrême droite est au pouvoir ! Le vrai visage de l'extrême droite et en particulier du RN, c'est la violence, la répression, la discrimination, le racisme, l'antisémitisme, le sexisme, l'homophobie, la transphobie... Son vrai visage c'est l'acharnement envers tout ce qui ne lui prête pas allégeance,

individu.es, opposants, associations, syndicats et syndicalistes.

Mais nous ne nous laisserons pas faire !

Ce sont des agissements extrêmement graves visant un syndicaliste. C'est une attaque inadmissible contre le droit syndical, pilier de notre démocratie sociale, et contre la liberté d'expression des représentant·es du personnel.

Le dossier était vide, tellement vide que le conseil de discipline qui s'est enfin tenu le 12 janvier a rendu un avis préconisant... zéro sanction ! Oui, vous lisez bien, zéro ! C'est un désaveu pour Briois et le RN. Désaveu encore plus symbolique à la veille de l'ouverture en appel du procès des assistant·es parlementaires du RN, mettant notamment en cause sa cheffe de file.

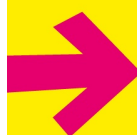
Elle est là la véritable affaire à Hé-

**Toucher
à un·e syndicaliste,
c'est s'attaquer
à nous tou·tes.**

**Face à la répression,
solidarité
et résistance.**

**Le syndicalisme ne
se fera pas bâillonner.**

Solidaires



**Rassemblement de soutien
à Djelloul Khéris lundi 17 nov.
à 11h00 devant la mairie
d'Hénin-Beaumont**

Le RN ennemi des syndicalistes Djelloul 1 - Briois 0 !

MAIRIE
BRUNE

nin Beaumont, car n'oublions pas qu'il s'agit du fief de Madame le Pen, là où elle a été élue députée...

Et il est remarquable de voir que le RN qui accuse les « juges rouges » de vouloir priver le pays de sa « future et légitime présidente » essaie de couler notre section en dévoyant la procédure disciplinaire... Mais c'est leur nouvelle arme : les procédures bâillon, les menaces, l'asphyxie financière, la fatigue mentale et physique quand la pression est permanente.

Mais ça ne marche pas à tous les coups et là sa procédure bâillon a été mise en échec. C'est une victoire qui ne souffre aucune contestation si ce n'est que l'avis du conseil de discipline n'est que consultatif. Briois qui n'a envoyé personne représenter la collectivité devant le conseil, a pour sale

habitude de ne pas suivre les avis rendus. Il confond libre administration des collectivités et le buffet à volonté du resto au coin de la rue, en se torchant allégrement avec le droit. Nous préparons donc d'ores et déjà le référé pour contester la sanction.

Faire front, faire bloc, ne rien lâcher !

À Hénin Beaumont ce sont deux rassemblements qui ont été organisés. Deux belles réussites avec plus de 200 puis 400 personnes venues des 4 coins du pays pour soutenir Djelloul face à l'arbitraire et à l'acharnement de Briois. Et ce fut même, grande première, une manif' antifa et anti répression faisant le tour de la ville le 12 janvier.

Face à l'extrême droite et sa violence, nous faisons front, nous faisons bloc, nous ne cédon pas un pouce de terrain. Nous n'avons pas d'autre choix car c'est une

lutte mortifère qui est engagée. Et même si nous prenons des coups, tout.es ensemble nous sommes plus fort.es et nous les rendons ! Et nous gagnons ! Djelloul vient de gagner la première manche avec notre aide à toutes et à tous. Nous verrons bien s'il y a une deuxième manche.

Le message est clair, les forces d'extrême droite ne pourront pas briser le lien entre les travailleuses et travailleurs, leurs représentant.es et leurs organisations.

**Nous nous dresserons toujours
sur leur chemin ! Car toucher à
l'un.e d'entre nous, c'est nous
attaquer toutes et tous !**

Siamo tutte e tutti antifasciste !

Plus de 400 personnes étaient encore réunies ce lundi 12 janvier pour soutenir notre camarade Djelloul face au maire RN d'Hénin-Beaumont, Steve Briois.



Liberté pour Gino !

stop à l'acharnement judiciaire et à la chasse aux antifascistes menée par le gouvernement Orban

Le 16 décembre 2025, Gino, militant antifasciste, a été arrêté par la SDAT, la police antiterroriste française, suite à un mandat d'arrêt européen émis par l'Allemagne. Cette arrestation intervient alors même que la justice française avait refusé en avril 2025 son extradition vers la Hongrie. Incarcéré à Fresnes, Gino a été remis en liberté peu avant Noël. Le 28 janvier, la justice française décidera du sort du mandat d'arrêt européen émis par l'Allemagne.

Gino est accusé d'avoir participé à des affrontements lors d'une mobilisation antifasciste à Budapest en 2023 organisée en opposition à la manifestation néonazie dite du « Jour de l'Honneur », qui commémore une bataille des armées nazies pendant la Seconde Guerre mondiale. Son "crime", s'être opposé concrètement à l'extrême droite, refuser de la laisser défilé.

En mobilisant la SDAT, la France traite un militant politique comme un criminel de haute dangerosité. C'est un choix politique assumé qui participe à une offensive plus large contre les mouvements sociaux, syndicaux et antifascistes, pendant que l'extrême droite, au service des patrons, progresse et se banalise.

Alors que l'Allemagne a déjà extradé en Hongrie Maja, une militante antifasciste poursuivie dans la même affaire, une extradition vers l'Allemagne ferait courir à Gino le risque de termi-

ner entre les mains des autorités d'extrême droite hongroise. Celles-ci pourchassent depuis deux ans une vingtaine d'antifascistes à travers toute l'Europe tandis que des militants néo-nazis ont pu converger en toute impunité pour défilé à Budapest.

Gino n'est pas un cas isolé. Zaid est poursuivi en France pour les mêmes raisons. Incarcérée depuis 2 ans en Hongrie, Maja a elle subi une parodie de procès et des traitements inhumains. Extradier Gino, serait l'exposer à subir le même sort. La justice française s'est d'ailleurs opposée une première fois à une extradition vers la Hongrie, son droit à un procès équitable n'étant pas garanti et les conditions de détention l'exposant à un traitement inhumain.

Dans un rapport publié le 16 décembre 2025, jour de l'incarcération de Gino, le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) se dit gravement préoccupé par les conditions de détention dans les prisons hongroises, notamment celle de Tiszaalök. L'Union syndicale Solidaires s'oppose à l'extradition de Gino et demande sa libération définitive, ainsi que celles de toutes et tous les antifascistes emprisonnés.

Liberté pour Gino

Liberté pour Maja

Fin des poursuites contre Zaid

Solidarité antifasciste



Fresque en solidarité aux antifascistes incarcérés à Nantes

Budapest 2023-2025 : quatre militant·es face à la répression européenne

ANTIREP.

**Ilaria Salis, Maja, Gino, Zaid :
un même combat,
quatre trajectoires**

En février 2023. Plusieurs centaines de néonazis venus de toute l'Europe participent à la « Journée de l'Honneur », commémorant les soldats SS ayant défendu la ville de Budapest en 1945. Face à cette célébration, des militant·es antifascistes européens se mobilisent pour affirmer que la rue appartient à celles et ceux qui refusent la haine.

Alors que des affrontements éclatent, le régime de Viktor Orbán lance une offensive judiciaire : enquêtes, arrestations et mandats d'arrêt européens ciblent plusieurs militant·es étrangers. L'objectif est clair, faire des antifascistes les coupables et laisser les néonazis agir impunément.

**Parmi les militants-es ciblés-es :
Ilaria Salis, Maja, Gino et Zaid.**

Ilaria Salis. Enseignante italienne devenue députée européenne. Ilaria Salis est enseignante italienne, militante antifasciste elle est arrêtée à Budapest après les événements et subit des conditions de détention indignes.

En juin 2024 elle est élue députée européenne sous la bannière de l'Alliance Verts et Gauche (AVS) ce qui lui confère l'immunité parlementaire et lui permet d'être libérée. Depuis, elle siège au Parlement européen. La Hongrie tente la levée de son immunité mais sa demande est rejetée d'une voix.

Maja T. Militant·e allemande non-binaire. Maja, jeune militant·e allemand·e investie dans les luttes antiracistes, queer et antifascistes est arrêté·e à Berlin fin 2023 et extradé·e illégalement vers la Hongrie en juin 2024. Les preuves sont faibles : images floues et témoignages de néonazis.

La Cour constitutionnelle allemande juge l'extradition illégale,

pointant le risque de mauvais traitements liés à son identité de genre. Maja est détenu·e dans des conditions inhumaines : isolement, lumière 24h/24, fouilles humiliantes. Elle risque jusqu'à 24 ans de prison.

Un documentaire a été réalisé sur l'incarcération de Maja, il sera diffusé à Paris le 28 Janvier à 20h au cinéma la clef. Toutes les infos et plus encore sur le compte insta du comité solidarité budapest

Gino. Actif depuis des années dans les mobilisations sociales, antiracistes et syndicale. Il a été arrêté en France le 12 novembre 2024 par la Sous-Direction antiterroriste (SDAT) à la suite du mandat d'arrêt européen hongrois. Il a été placé en détention provisoire à la maison d'arrêt de Fresnes en vue d'une éventuelle extradition.

Le 9 avril 2025, la cour d'appel de Paris a définitivement refusé de le remettre à la Hongrie. Le président de la chambre des extraditions a invoqué « des risques d'atteintes aux droits garantis » par la Convention européenne des droits de l'homme, soulignant les



risques de torture de procès inéquitable et de détention inhumaine.

Cette décision est le fruit d'une mobilisation militante forte. Depuis Gino a de nouveaux été interpellé sur demande de l'Allemagne dans un autre cadre le 16 décembre, il a depuis été libéré sous contrôle

judiciaire. L'audience aura lieu le 28 janvier.

Zaid, réfugié syrien arrivé en France s'engage rapidement dans les collectifs antiracistes et antifascistes. Il est ciblé par un mandat d'arrêt européen émis par la Hongrie.

En Allemagne Zaid s'est rendu volontairement aux autorités allemandes début 2025, détenu trois mois à la JVA de Cologne-Ossendorf avant d'être libéré sous contrôle judiciaire. L'Allemagne avait été sollicitée pour son extradition. Arrivée en France craignant une extradition vers la Hongrie, il se rend le 1er octobre 2025 où il est placé sous contrôle judiciaire. Sa possible extradition sera examinée le par la cour d'appel de Paris.

Ces affaires ne sont pas des cas isolés : elles traduisent une offensive politique coordonnée contre les mouvements antifascistes. De la Hongrie d'Orbán à l'Italie de Meloni, de l'Allemagne à la France et des États-Unis de Trump où « l'antifa » a été désigné comme ennemi intérieur. La stratégie est la même criminaliser celles et ceux qui s'opposent à l'extrême droite. Présenter les antifascistes comme des « extrémistes violents » et banaliser les groupes néonazis.

Nous refusons de voir l'Union européenne fermer les yeux sur la répression menée par l'un de ses États membres. Nous refusons que des militant·es antifascistes soient livrés à des régimes autoritaires.

Ilaria, Maja, Gino et Zaid incarnent la résistance antifasciste européenne. La criminalisation de celles et ceux qui refusent le fascisme est en expansion, mais la solidarité reste notre meilleure défense.

**Liberté pour Ilaria, Maja,
Gino et Zaid**

Solidarité antifasciste

L'extrême droite contre la culture

Saviez-vous qu'en regardant une série sur Canal +, en allant voir votre groupe de musique préféré à l'Olympia, en offrant une smartbox à votre tante à Noël, ou en achetant un livre ou des mots fléchés au Relay de la gare, vous donnez un peu plus d'argent à des milliardaires qui œuvrent pour que l'extrême droite prenne le pouvoir dans notre pays ?

L'offensive d'un Etat et de collectivités territoriales en pleine fascisation

2025 a vu la réduction drastique de subventions pour la culture au niveau régional : une baisse de 2/3 en Pays de la Loire, région présidée par une députée Horizons, avec un impact direct sur les travailleuses, notamment les intermittentes et les employées les plus précaires dont les contrats ne sont pas renouvelés.

En Auvergne-Rhône-Alpes, sous la présidence de Laurent Wauquiez, 4 millions d'euros ont été supprimés à 140 structures culturelles depuis 2022. Le théâtre national Nouvelle Génération à Lyon s'est vu amputé de 7% de son budget avec le retrait de sa subvention régionale. Une sanction, selon son ancien directeur, pour avoir écrit sur le site de son syndicat, le Syndéac, que "la région était gouvernée par la culture de la peur". A Hénin-Beaumont, après des mois d'attaques insidieuses et sans relâche, la municipalité d'extrême droite a pris le contrôle du théâtre L'Escapade. L'été dernier, Mme Péresse a retiré le financement de la région Ile-de-France au festival Rock en Seine, à la suite du maintien du groupe irlandais pro-palestinien Kneecap au line-up.

Si les instances publiques ne soutiennent plus nos salles et structures culturelles, celles-ci se tourneront vers des financements privés et risquent donc de tomber dans l'escarcelle des grandes fortunes.

La concentration des moyens de production culturels et l'extrême droitisation du paysage

politique posent le problème de la liberté de création, mais aussi celui de la diffusion des œuvres et donc de leur visibilité. Elle soulève aussi l'enjeu des phénomènes d'intimidation et même d'attaques directes envers ceux qui oseraient soutenir une position dite « d'opposition ».

Mainmise de l'extrême droite sur le monde de la culture

Tant à travers ses politiques que ses milliardaires, l'extrême droite investit son argent pour faire rayonner ses idées : elle a un agenda. Avant, le RN déposait des amendements pour saborder les propositions de budget pour la culture. Aujourd'hui, il propose des projets culturels pour se légitimer. Le milliardaire catholique identitaire Pierre-Edouard Stérin est par exemple très clair sur ses intentions avec le projet P.E.R.I.C.L.E.S : il souhaite utiliser son argent pour "lutter contre les maux principaux de

notre pays (socialisme, wokisme, islamisme, immigration)".

Après son rachat du groupe éditorial Hachette fin 2023, Vincent Bolloré fait pour sa part de Fayard la vitrine de son idéologie : nomination à la direction de l'ancienne editrice d'Eric Zemmour, par ailleurs pointée du doigt pour son management brutal et autoritaire dans le cadre de plusieurs audits alors qu'elle était à la tête des éditions Plon, création d'une collection dirigée par Sonia Mabrouk, animatrice sur CNews qui éditera entre autres Rachel Khan et Eric Zemmour, publication des écrits de Philippe de Villiers et Jordan Bardella... Une fascisation qui fait trembler les autres maisons du groupe, mais pleinement assumée par le rouleau compresseur de Bolloré qui ne s'émouvra aucunement lorsque la romancière à succès Virginie Grimaldi quittera Fayard pour des raisons politiques suite à son rachat.

Dernier en date, "Le guide du routard" est passé complètement sous la direction de Bolloré en octobre 2025. Beaucoup s'inquiète de l'avenir du conte-



Manifestation devant l'éditeur Fayard, le 28 nov. 2025

L'extrême droite contre la culture

BATAILLE
CULTURELLE

nu de ce guide qui s'écoule aujourd'hui à 2,5 millions d'exemplaires par an, mais aussi de ses employé·es. Car les rachats par ces fortunes sont généralement accompagnés de plans de départ, de déménagement de locaux, de mise en open space ou flex office. Les salarié·es de l'éditeur scolaire Hatier se sont battu·es pendant des mois pour rester dans leurs bureaux parisiens. Ne cédant qu'à un minimum de revendications, la direction les a déplacé·es dans les mêmes locaux que leur concurrent historique à Vanves. Editis, deuxième groupe éditorial français et sous la coupe de Daniel Křetínský, a bâclé ses NAO et aurait fait peu de cas du suicide de deux de ses employé·es en quelques mois. Les rachats concernent également les médias régionaux, preuve d'une volonté d'infuser l'idéologie d'extrême droite dans tous les recoins de notre territoire.

Bolloré reproduit également avec le cinéma et la télévision ce qu'il a fait avec la presse et l'édition : une intégration progressive et verticale qui lui permettra in fine de contrôler toutes les étapes de la chaîne audiovisuelle. Financier incontournable du cinéma français avec 3 films sur 4 en 2024, Canal+ est contrôlé par Bolloré depuis 2014. Si nous n'avons toujours pas assisté à une offensive claire et assumée sur la production cinématographique, certains éléments révèlent cependant les ambitions du milliardaire : les récentes participation de sociétés de la Bollosphère à des productions catholiques ultraconservatrices comme "Vaincre ou laisser mourir" coproduit avec le Puy-du-Fou (Philippe de Villiers) en 2023 ou encore le grand soutien médiatique du docu-fiction "Sacré cœur" distribué par SAJE distribution, société spécialisée en films "family and

faith based" (basés sur la famille et la foi), qui fait par ailleurs pression via les diocèses et les paroissien·nes sur les salles de cinéma pour appeler à programmer leurs films de prosélytisme chrétien.

Il est également prévu que le milliardaire breton entre au capital du réseau de cinémas UGC, pour une totale prise de contrôle prévue en 2028.

Outre le fait de voir ces bastions de la culture se faire racheter par des milliardaire ultraconservateurs, la question de la concentration se pose également. Avec 80% de la production médiatique appartenant à 9 grandes fortunes,

brairie jeunesse Le petit Pantagruel avait déjà été attaquée par l'extrême droite à la veille des élections législatives. Menaces téléphoniques anonymes, intimidation sur le lieu de travail, livres dégradés ou cachés sous les tables, et pour finir vitrines cassées et taguées. Les libraires se sentent en insécurité sur leur lieu de travail et parfois devant les choix de leur direction, doivent censurer en retirant les livres des tables, plutôt que d'alerter sur ce harcèlement.

Le silence des instances publiques voire leur soutien à ces attaques est d'autant plus inquiétant : la librairie engagée



La devanture taggée de la librairie La tête ailleurs (Paris XI)

quelle est la place de la pluralité des opinions ?

Par ailleurs, l'attaque de librairies à travers le territoire s'est intensifiée ces derniers mois. La librairie La tête ailleurs dans le 11ème arrondissement de Paris a été prise pour cible à la rentrée 2025 (tag "Fuck Hamas" et "Hamas Violeur" à la peinture à l'acide), la vitrine de la librairie Le faillir à Rennes a été endommagée quelques semaines plus tard. En 2024 la li-

Violette & Co (ainsi que 39 autres librairies indépendantes mises dans le même sac) s'est vu menacée de coupe budgétaire par le conseil municipal de Paris à la suite de la campagne d'intimidation qu'elle a subie, après avoir présenté en vitrine un livre de coloriage, From the river to the sea, co-signé par Nathi Ngubane et Azad Essa.

On se souvient de la censure par les forces de police de l'action de la librairie niçoise Les

L'extrême droite contre la culture

parleuses en 2022, qui avait exposé en vitrine le livre d'Hélène Devincq, "Impunité", et affiché le collage « Qui sème l'impunité récolte la colère », à l'occasion du passage de Gérard Darmanin, alors ministre de l'intérieur, dans leur ville. La vitrine avait été bâchée de noir et l'entée dans la librairie interdite.

En tant que syndicat, il est de notre rôle d'initier et de soutenir les mouvements de riposte.

trateur-ices, lorsque Alban du Rostu a été nommé directeur de la stratégie et du développement du groupe. Ce dernier dirigeait auparavant le Fonds du bien commun, financé par Stérin.

Ce même milliardaire réactionnaire est "en croisade" pour tisser un véritable maillage territorial et local de l'extrême droite. C'est dans cette perspective qu'il organise les soirées "La nuit du Bien

taire lancée par son éditeur Fayard.

Les travailleur-euses de la culture, en s'organisant sur leurs lieux de travail, remportent des victoires et elles sont inspirantes. Toustes ensemble, faisons barrage à l'extrême droite, sur nos lieux de travail, dans nos villes et villages et rejoignons un mouvement populaire et syndical à notre image : décolonial, antiraciste, féministe et pour les travailleur-euses !



Ainsi, pour mieux accompagner les libraires face aux attaques, SUD Culture met en place un kit de défense en lien avec un avocat : des conseils pratiques pour réagir et alerter le plus vite et le plus efficacement possible, et apprendre à se saisir de l'outil juridique qui peut être à terme dissuasif pour le camp adverse.

La lutte syndicale paye !

Face aux menaces et aux actions de l'extrême droite dans la culture, les syndicats s'organisent et ça fonctionne. Une intersyndicale dans le groupe d'édition Bayard a appelé à la grève et fait reculer la direction, avec le soutien public de lecteur-ices, d'auteur-ices et illus-

Commun", et ce, afin de la faire gagner aux prochaines élections municipales. Le gala prévu à Aix a dû être annulé face à la mobilisation de camarades technicien-nés qui se sont mis-es en grève à la suite d'un appel de l'intersyndicale CGT spectacle, STAA, STUCS et Sud Culture. Iels ont organisé leur piquet de grève sur la scène de l'évènement et on été soutenu par un mouvement populaire.

Lors de la sortie du 1er livre de Jordan Bardella, la pression de SUD-Rail a fait plier la SNCF, au nom du "devoir de neutralité qui s'impose dans les transports publics", pour annuler la campagne d'affichage publici-

Bolloré hors de nos livres !

Combattons l'emprise des milliardaires d'extrêmes droites sur le monde de l'édition.

**BOYCOTT
BOLLORÉ
HACHETTE**



L'achat de
ce livre
finance un
projet :
**raciste,
nationaliste,
sexiste,
homophobe,
colonial,
antisocial,
écocidaire.**

La campagne Désarmons Bolloré continue ! Retrouvez les actus sur desarmerbollore.net/

NO MELONI DAY

la jeunesse italienne en première ligne contre l'extrême droite

INTERNATIONAL

Turin, Rome, Bologne, Milan, Naples, le 14 novembre 2025 plusieurs dizaines de milliers d'étudiant-es et d'enseignant-es ont défilé dans les rues de plus de cinquante villes italiennes pour dire « No Meloni ! ». Un mouvement fortement porté par les syndicats de lutte et qui ne demande qu'à s'exporter.

Depuis son arrivée au pouvoir en 2022, le gouvernement Meloni a systématiquement privilégié les dépenses militaires au détriment des services publics. Le budget 2026, adopté sous malgré les protestations des syndicats et de la jeunesse, prévoit 32,4 milliards d'euros pour l'armée – une augmentation de 12,5 milliards en dix ans – tandis que l'éducation, la santé et les services sociaux subissent des coupes drastiques, 869 millions en moins pour l'éducation ! Les écoles manquent d'enseignants, les hôpitaux sont sous-financés, et les salaires des travailleurs et travailleuses du public stagnent, voire baissent en euros réels du fait de l'inflation.

L'austérité comme arme de guerre sociale

Pour les organisateurs du « No Meloni Day », cette politique n'est pas une simple question économique, mais une stratégie délibérée de démantèlement des conquêtes sociales. Le gouvernement préfère armer le bras répressif de l'État, plutôt que de financer les écoles ou les hôpitaux. C'est une bien une logique de guerre qui s'exprime, une guerre sociale contre les classes populaires. Les

revendications des manifestant-es portaient sur l'arrêt des coupes budgétaires dans l'éducation et la santé, la titularisation des enseignant-es mais aussi la fin de la répression policière contre les manifestant-es et la rupture des relations militaires et économiques avec l'État d'Israël.

Les manifestations du 14 novembre ont été marquées par une répression policière d'une violence inhabituelle. À Rome, Bologne et Turin notamment, les forces de l'ordre ont chargé les cortèges, utilisé des gaz lacrymogènes et procédé à des arrestations arbitraires en masse.

Les occupations d'universités et de lycées (notamment la Sapienza à Rome) ont été également réprimées, quand la police ne laissait pas faire les groupes fascistes venus faire le coup de poing pour "débloquer" les lieux d'enseignement. Une tactique qui rappelle les méthodes des régimes autoritaires, et aussi la Macronie, et qui vise à intimider les opposant-es au gouvernement.

Pourtant, loin de décourager la mobilisation, cette répression a renforcé la détermination des ma-

nifestant-es. Les syndicats de base, comme l'USB (Union Syndicale de Base) restent mobilisés et multiplient les appels à la grève et notamment un appel à la grève général pour le 28 novembre.

Une jeunesse en lutte contre la fascisation et la société

Le « No Meloni Day » ne se limite pas à une protestation contre l'austérité. Il est aussi une réponse à la dérive autoritaire et réactionnaire du gouvernement italien. Depuis trois ans, Meloni et son alliance avec la Ligue et Forza Italia ont multiplié les attaques contre les droits démocratiques, les conquises sociales et les minorités. La mobilisation d'ampleur contre le projet de loi "sécurité globale" lancé par Meloni à l'automne 2024 se poursuit et le "Rete no DDL Sicurezza" qui regroupe collectifs antifascistes, étudiants, de soutien aux migrant-es et associations continue de mobiliser à travers toute l'Italie, en créant des ponts avec d'autres mobilisations.

Cette journée du 14/11 s'inscrit également dans un agenda revendicatif soutenu : les 3 octobre et 22 septembre 2025 des journées de grève et de mobilisation nationale, « Blocchiamo Tutto » rassemblant plus de 2 millions de manifestant-es avaient lieu, avec des appels à la solidarité internationale et à la rupture des relations avec l'État d'Israël, et le 28 novembre l'appel à bloquer le pays de la part de syndicats de lutte, et notamment l'USB est organisée. Les manifestant-es y dénonceront le budget de guerre, l'austérité et la complicité du gouvernement avec l'État d'Israël. Les dockers de Gênes et d'autres secteurs se joignent au mouvement, malgré la réticence de la CGIL, le principal syndicat italien, et bloquent les ports.

Pour les étudiant-es et enseignant-es mobilisé-es ce 14 novembre, les mesures antisociales du gouvernement Meloni rappellent les heures les plus sombres de l'histoire italienne. Si Meloni n'est pas Mussolini, elle utilise les mêmes recettes : diviser la population, désigner des boucs émissaires, et écraser toute opposition.



Le Puy-du-Faux le CE de la RATP ne doit pas financer l'extrême droite

De nombreux agents nous ont interpellés au sujet d'une offre récemment mise en avant par le CE RATP : une sortie au Puy-du-Fou. Pour Solidaires RATP, cette proposition est extrêmement problématique. Le Puy-du-Fou a été fondé par Philippe De Villiers, une figure historique de l'extrême droite française. Immigration, islam, quartiers populaires, "grand remplacement", appels à la violence... à chacune de ses apparitions publiques, il déverse sa haine et sa xénophobie.

Boycottons l'offre du Puy-du-Fou proposée par FO

Cet individu dans un colloque s'exprimait ainsi : « Les Français doivent savoir qu'il existe un par sarrasin, un par qui préfère Saladin à Saint-Louis, un par de l'étranger, un par des Français reniés, comme on disait au temps de Jeanne d'Arc ».

Le Puy-du-Fou n'est donc absolument pas un parc "lambda". Il s'agit d'une véritable vitrine idéologique de l'extrême droite en France et en Europe, prisée par les nostalgiques de ce que Zemmour et Le Pen appellent la "vieille France", celle des rois, de Bonaparte et de la colonisation. Les activités du groupe s'étendent désormais au cinéma grâce à l'argent du parc, avec Puy-du-Fou Films, dont certains lms sont en partenariat avec Canal+ de Vincent Bolloré. Une véritable machine à lobbying réactionnaire dans le parc et au grand écran.

Ce sont ces mêmes réseaux d'extrême-droite qui, à chaque lutte sociale, attaquent nos collègues musulmans en les traitant de "racailles" ou "d'islamistes", comme lors de la grève de 2019 contre la retraite à points.

Pas un euro de nos salaires ne doit finir dans les poches de nos ennemis de classe

Deux historiennes et deux historiens décrivent dans leur livre « le Puy du faux » un parc qui déforme l'histoire. Voilà qui est clair, c'est une falsi ca on de l'histoire au service des réactionnaires. Un CE n'est pas une « agence touristique » cherchant à proposer des offres bon marché. C'est un acquis du mouvement ouvrier, une con nuité du syndicalisme à travers les activités sociales : un ou l qui doit défendre des valeurs ouvrières, de fraternité, de solidarité et

de lu e contre le racisme et la xénophobie. Le CE doit rester dèle aux valeurs de notre camp social. Comment accepter en tant que syndicat le travail gratuit sous couvert de bénévoles ? Nous appelons donc FO RATP à rompre immédiatement tout lien commercial avec le Puy-du-Fou, et nous appelons l'ensemble des agents à boycotter cette acvité.



Némésis influenceuses : le Féminisme... en promo !

Le 10 octobre 2025, des clichés du collectif fémonationaliste Némésis ont circulé sur les réseaux sociaux les montrant poser tout sourire dans une station de la RATP pour promouvoir une société vendant des colants "engagés" avec code promo en prime.

Solidaires RATP rappelle que toute captation photo ou vidéo à visée commerciale est interdite dans les stations sans autorisation préalable de la Régie commerciale. Nous nous interrogeons donc sur l'existence d'une éventuelle autorisation et dénonçons une utilisation abusive du service public à des fins de marketing identitaire.

Pourquoi mélanger militantisme radical et ventes de lingerie ? Après quelques recherches il s'avère que cette société est associée à Alexia Flayol militante d'extrême droite et ancienne candidate du Rassemblement national à Arles en 2021.

Sa campagne avait d'ailleurs été marquée par le soutien de militants allemands de la Junge Alternative (branche jeunesse de l'AfD, parti d'extrê droite allemand) venus distribuer des tracts.

Côté vie privée, elle est mariée à Morgan Trintignant, lui-même militant d'extrême droite et propriétaire de plusieurs bars et discothèques. En mêlant ainsi militantisme et influence culturelle, ils participent activement à la banalisation de discours radicaux auprès d'un large public.

Solidaires RATP a immédiatement interpellé la direction de la RATP par courrier afin qu'elle prenne les mesures nécessaires pour faire retirer ces contenus et lancer des poursuites judiciaires.

Pour Solidaires RATP, il n'est pas acceptable que le réseau de transport public serve de tribune pour le compte d'organisations d'extrême droite.

SNCF : on n'en veut toujours pas des SMARTBOX !!

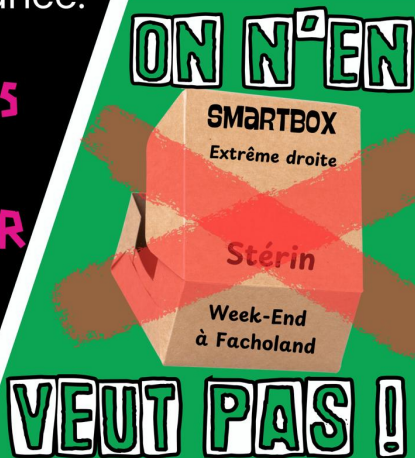
SUD - RAIL

LA SNCF NE DOIT PAS FINANCER P.E. STÉRIN !!!



SUD-Rail exige l'arrêt immédiat du contrat cadre avec l'entreprise Smartbox dirigée par P.E. Stérin milliardaire et fervent soutien de l'extrême droite en France.

LES RICHESSES, PRODUITES PAR LES CHEMINOT.E.S, NE DOIVENT PAS FINANCER CE MILLIARDAIRE ET L'EXTRÊME DROITE



Encore des SmartBox !

Et cette fois encore les produits du milliardaire financier de l'extrême droite, Pierre-Édouard Stérin, a trouvé SUD-Rail sur son chemin.

Cette fois ce n'était pas au sujet de produits proposés dans les CSE mais de lots à gagner lors d'un concours.

La fédération SUD-Rail au aussitôt interpellé la direction de la SNCF concernant un contrat cadre avec l'entreprise du milliardaire d'extrême droite.

Nous refusons que les richesses produites par les cheminotes et cheminots financent ce milliardaire d'extrême droite.

La SNCF a vite reculé.

Syndicalistes donc antifascistes !

SUD-Rail FÉDÉRATION DES SYNDICATS DE TRAVAILLEURS DU RAIL
Solidaires, Unitaires, Démocratiques

Monsieur Jean Castex
Président Directeur Général du Groupe SNCF

Monsieur Christophe Farnichet
PDG de la SA SNCF Voyageurs
93 200 St Denis

St Denis, le 13 novembre 2025

Objet : Arrêt contrat cadre entre la SNCF et l'entreprise Smartbox du milliardaire d'extrême droite Pierre-Édouard Stérin

Messieurs,

Nous avons appris récemment, à l'occasion d'un mail adressé à l'ensemble des collaborateurs de l'établissement ESN TGV OUEST de la région Bretagne que l'entreprise SNCF allait proposer des "Smartbox" lors d'un concours organisé par le groupe RALTO.

Vous n'êtes pas sans savoir que l'entreprise Smartbox a fait la fortune du milliardaire Pierre-Édouard Stérin. Or, de nombreuses enquêtes parues depuis 2024 ont fait la lumière sur M. Stérin, exilé fiscal en Belgique depuis 2012, qui est décrit comme milliardaire libertarien et catholique intégriste. Grâce aux profits juteux générés notamment par la Smartbox et à son empire financier opaque, Stérin est ainsi devenu l'un des principaux financeurs de la guerre culturelle et politique de l'extrême droite. **Nous refusons que les richesses produites par les cheminotes et cheminots financent ce milliardaire d'extrême droite.**

Comme l'indique l'enquête d'investigation menée par l'Observatoire des multinationales et publiée le 24 septembre 2025 « c'est clairement l'entité Smartbox et ses filiales qui sont depuis des années la principale source de cash du groupe. La société basée en Irlande qui chapeaute cette partie de l'empire remonte des dizaines de millions d'euros de dividendes vers la maison mère S.A.D. 21, qui sont ensuite réinvesties pour permettre des participations dans des start-ups et des PME, dans le Fonds du bien commun, ou aujourd'hui dans les arènes du projet Périscles ».

En effet, il y a eu la révélation dans les médias en juillet 2024 de son projet « Périscles » (acronyme de « Patrocles, Enracinés, Résistants, Identitaires, Chrétiens, Libéraux, Européens, Souverainistes »), projet doté de 100 millions d'euros sur dix ans, pour mener la guerre culturelle et faciliter la victoire électorale de l'extrême droite, à commencer par les élections municipales de mars 2026, puis les élections présidentielles de 2027.

Par ailleurs, toujours selon l'enquête de l'Observatoire des multinationales au printemps 2025, « une commission d'enquête de l'Assemblée nationale tente en vain de l'auditionner pour qu'il s'explique sur son activisme politique. Son refus de s'y présenter fait aujourd'hui l'objet d'une information judiciaire. Le milliardaire réacommuniste était déjà sous le coup d'une autre enquête préliminaire pour son rôle présumé dans un système de pots électoraux au Rassemblement national. » Pierre-Édouard Stérin méprise ouvertement l'Assemblée Nationale et les lois.

Pour toutes ces raisons, la fédération SUD-Rail vous interpelle et exige que le contrat cadre liant la SNCF et l'entreprise Smartbox soit clairement dénoncé, car il y a un problème d'éthique évident qui entacherait l'image de la SNCF et contredirait toutes les valeurs affichées lors des 30 ans de la Fondation SNCF.

Dans l'attente d'un retour rapide de votre part, veuillez recevoir, Messieurs, nos salutations syndicales et antifascistes.

Pour la fédération SUD-Rail,
Julien Troccaz
Fabien Villedieu

FÉDÉRATION SUD-RAIL - 38 RUE DES RENOUILLÈRES 93200 ST DENIS
Tél : 01 41 41 31 70
Fax : 01 41 41 34 07
@sudreil
www.sudreil.fr

FACTION Bureaucratie
Mettre le feu à SUD-Rail
Solidaires Antifascistes

SUD-Rail Une nouvelle victoire contre l'extrême droite

SOLIDAIRES CONTRE TOUTES LES KALISTES !

La Direction SNCF répond à SUD-Rail et confirme le retrait des Smartbox !

NOUS COMBATTONS SANS RELACHE ET PAR TOUS LES MOYENS L'EXTRÊME DROITE

L'EXTRÊME DROITE ENNEMIE DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS

Solidaires Antifascistes

Lutter pour battre l'extrême droite stop aux mairies brunes



Municipales 2026

Lutter pour battre l'extrême droite Stop aux mairies brunes

Afin de lutter contre l'extrême-droite dans la perspective des municipales 2026, VISA publie une brochure au prix de 3 €. Elle vous sera envoyée dès fin novembre pour que vous puissiez la mettre à disposition de vos militant.es sur le terrain dès décembre.

Concrètement, 2026 est l'année de tous les dangers, ceux de voir l'extrême-droite conquérir des municipalités et continuer ainsi son ascension vers le pouvoir ultime, l'Élysée.

Dans l'intérêt des salarié.es, et de la population en général, il faut que l'audience électorale du FN / RN baisse drastiquement.

Les syndicalistes antifascistes de VISA, épaulés par leurs syndicats membres, ont donc conçu cette brochure avec une double approche : Dénoncer les méfaits de l'extrême droite déjà au pouvoir dans certaines villes et continuer de mettre en garde, avec force arguments, sur les conséquences de sa prise de pouvoir éventuelle.

Car c'est bien en s'appuyant sur la désastreuse réalité de leur politique que nous, syndicalistes, pouvons argumenter auprès des salarié.es pour qu'ils et elles ne se trompent pas de colère lors des élections. Avec des témoignages concrets de la vie dans une mairie brune, avec des éléments de réflexions sur les stratégies du parti frontiste, avec des pistes concrètes pour éviter le pire, cette brochure donne des « armes » aux militant.es pour convaincre de l'extrême nocivité du vote RN.

Au sommaire :

- Pas de retour vers le futur !
- Contributions syndicales : dans l'éducation Nationale, dans les mairies, dans la culture, dans les services publics
- Quelques pistes de chercheurs et chercheuses pour comprendre les ressorts du vote pour les partis d'extrême droite
- L'appel de VISA pour les Municipales 2026
- Les « Grandes Manœuvres »
- Focus sur Perpignan
- À Toulon comme ailleurs, le RN menace la presse locale
- Un milliardaire au service de l'extrême droite
- Quel programme de l'extrême droite pour les municipales 2026 ?
- « Béziers, l'envers du décor », un documentaire militant
- Les attaques contre la culture
- Des nimbos au monde, Chronique d'une résistance théâtrale
- Qui sommes-nous ?

Bon de commande à télécharger sur le site de VISA : visa-isa.org



Face à la menace de dissolution : soutien à la Jeune Garde

ANTIREP'

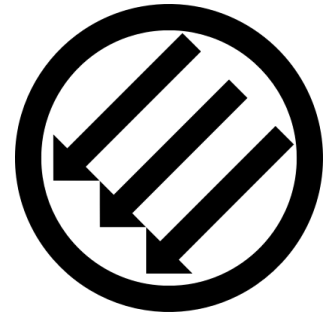
Le 29 avril 2025, Bruno Retailleau annonçait saisir le conseil des ministres pour dissoudre la Jeune garde antifasciste (organisation de lutte contre l'extrême droite) ainsi que de Lyon Populaire, mouvement fasciste successeur du bastion social à Lyon, tapant ainsi "à gauche et à droite", bonjour le confusionnisme.

La dissolution du collectif fondé en 2018 à Lyon a été prononcée le 12 Juin et l'ancien ministre de l'intérieur s'en était largement félicité. Dès le lendemain le collectif par la voix de son porte-parole Cem Yoldas annonçait saisir le conseil d'État pour la contester. A ce jour, la procédure n'a toujours pas abouti.

Depuis des collectifs de soutiens se sont créés dans de nombreuses villes et la plupart des partis de Gauche ainsi que notre organisation syndicale ont fait part de leur opposition à cette décision et de leur soutien à la Jeune Garde.

Cette dissolution s'inscrit dans un discours qui renvoie systématiquement les agressions fascistes de Lyon populaire à l'une des organisations qui s'y opposait par tous les moyens nécessaires. Les gouvernements successifs ont fait de la dissolution par décret ministériel une arme pour faire taire les groupes s'opposant à leur politique.

En 2022, le GALE et les soulèvements de la terre étaient



déjà attaqués par une procédure similaire en même temps qu'un autre groupe fasciste, l'Alvarium.

A Solidaires, nous ne connaissons que trop bien les procédures patronales visant à faire taire les représentants syndicaux. C'est pour cela que nous exprimons de nouveau notre soutien à la Jeune garde dans son combat face à l'extrême droite et à sa dissolution.



On a aimé, on vous en parle !



La petite fasciste, Jérôme Leroy, La Manuf

Imaginez... Une France en crise sociale et politique, où "Le dingue" est retranché à l'Elysée, et multiplie les dissolutions. Celle qu'il vient d'annoncer sera sans doute celle qui permettra au Bloc patriotique d'arriver à Matignon... Dans une ville portuaire du Nord de la France vont se croiser un tueur à gage, un député socialiste dépité, une militante identitaire aux "Lions des Flandres" aussi portée sur la violence que la littérature.

Dans ce roman noir, où l'humour n'est pas absent, Jérôme Leroy fait revivre des personnages secondaires croisés lors de ses précédents romans (Le bloc, La Petite gauloise, ...).

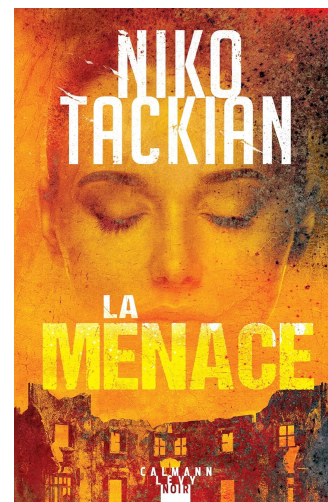
Bien sûr, on pensera à Manchette (et à Fajardie), mais "La petite fasciste" n'est pas qu'un style affûté, c'est avant tout un roman haletant...

La menace, Niko Tackian, Calmann Lévy

"Fémoïde: mélange des mots femelle et humanoïde, parce que les femmes ne sont pas vraiment humaines, sinon elles sortiraient avec nous"

"Chad: c'est comme cela que nous désignons que nous désignons le mâle alpha favorisé par la société, en raison de sa beauté, de ses gènes, de son ossature, de ses cheveux et de sa taille. Qu'il crève."

"Red pill: la pilule rouge. C'est la libération. Celle qui permet de prendre conscience de la réalité: les femmes sont nettement mieux loties que les hommes et c'est pour ça qu'il faut les combattre". Dans ce thriller, Niko Tackian nous plonge dans l'univers masculiniste et ses différents courants... rappelant que ces "théories" ne sont pas que des délires de youtubeurs ou de coachs à 2 balles, mais sont aussi, et très concrètement, le moteur de violences envers les femmes, pouvant aller jusqu'aux attentats.

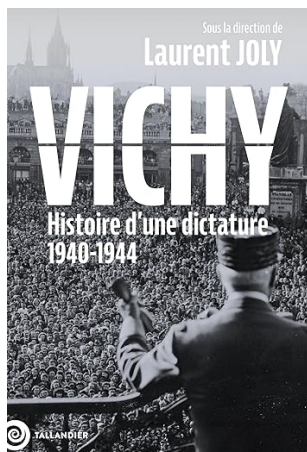


Les derniers jours du Parti socialiste, Aurélien Bellanger, Éditions du Seuil

Paru il y a déjà un an et demi, "Les derniers jours du parti socialiste" ne cesse pourtant de faire écho à l'actualité. "J'ai écrit un livre qui raconte comment une hérésie du Parti socialiste, le Printemps Républicain, entouré d'un groupuscule d'intellectuels médiocres, aura rendu possible la victoire de l'extrême droite en France" a expliqué l'auteur. Ce "roman" montre comment certain-es ont diffusé au sein du "peuple de gauche" des idées racistes et réactionnaires, rendant "acceptables" sur les chaînes de débats en continue des propos que les responsables du FN n'auraient pas osé tenir il y a 20 ans. On s'amusera à reconnaître mais, c'est facile, tel philosophe médiatique, tel ancien ministre socialiste à la recherche de poste, tel ancien chansonnier devenu porte parole des néo-conservateurs...

On a aimé, on vous en parle !

LECTURES

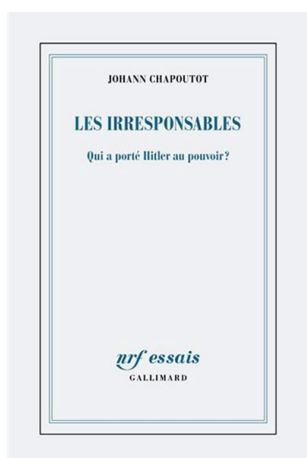


« **Vichy. Histoire d'une dictature. 1940-1944** », sous la direction de Laurent Joly, Tallandier

Dès le titre on entre dans le vif du sujet. Oui Vichy était bien une dictature ! Les travaux des historien·nes sont ici présentés permettent de mesurer à quel point dès le début le régime Vichy et ses dirigeants se sont engagés dans une collaboration totale et zélée avec le régime nazi : à l'été 1942 Vichy a livré aux Allemands quasiment 100 % du quota des Juifs et Juives qui avait été exigé ; tout comme au début de l'année 1943, Vichy a réquisitionné pour l'industrie de guerre nazie quasiment 100 % des travailleurs.

C'est également tout l'appareil d'État qui a été mis au service du programme nazi de déportation des Juifs et Juives vers la Pologne dès l'été 1942. Ce n'est qu'à partir de l'été 1943 qu'au sein de l'appareil d'État, mais aussi dans l'opinion publique que l'obéissance devient moins systématique ouvrant progressivement la voie à une dissidence qui se fera plus massive en 1944... quand il est à peu près certain que l'Allemagne perdra la guerre.

Cet ouvrage précieux sur le plan historique l'est aussi sur le plan politique en ce qu'il n'oublie pas de rappeler ce que les "dédiabolisations" ne pourront effacer, que « *la période constitue, dans l'histoire contemporaine de la France, avec la brève coalition d'« ordre moral » en 1973-1974, la seule expérience d'union des droites, l'unique fois où les idées et les hommes d'extrême droite ont été au pouvoir* ». Tout est dit.



Les irresponsables. Qui a porté Hitler au pouvoir ?, Johann Chapoutot, Gallimard

Monument d'érudition l'ouvrage de Johann Chapoutot étudie avec minutie les mécanismes qui ont porté Hitler au pouvoir en 1933. Contrairement à ce que l'on peut parfois entendre, Hitler n'a jamais été élu. Plus encore quand il accède au pouvoir, le parti nazi perd des voix aux élections nationales. Alors pourquoi et comment Hitler a-t-il pris le pouvoir ? C'est tout simple, on le lui a donné. Ces « irresponsables » qu'identifie Johann Chapoutot, ce sont des politiciens libéraux, conservateurs, nationalistes, des milieux d'affaires, des industriels ou magnats des médias qui cherchèrent à capter la « marée brune » à leur profit, en lui laissant la tâche de liquider leurs ennemis de classe et au passage la démocratie si besoin... de parfaits irresponsables.

Si le propos nous apparaît si contemporain ce n'est pas un hasard, Johann Chapoutot s'est replongé dans l'histoire du crépuscule de la République de Weimar à dessein. Toute ressemblance avec notre contemporanéité n'est malheureusement pas fortuite. À nous de faire aujourd'hui en sorte que l'histoire ne bégaye pas.



Meutes, Swings et Pirates de l'Edelweiss. Contre-cultures jeunes dans l'Allemagne nazie, Sascha Lange, Batelements par minute

Quand on imagine la jeunesse sous le IIIe Reich on pense immédiatement embrigadement, uniformes, défilés et des gros tambours avec des flammes comme lors de la dernière manifestation de C9M à Paris en mai 2025. Cette réalité en cache une autre, certes minoritaire, *underground*, mais qui a également existé. Face aux Jeunesse hitlériennes une autre, des autres jeunesses ont éclos : les Meutes de Leipzig, les Pirates de Kittelbach ou de l'Edelweiss, des Swing kids dans toutes les grandes villes où ils et elles font vivre des *hot club*. À Dresde, les Mobs affrontent physiquement les Jeunesse hitlériennes, allergique à l'autorité ils s'organisent néanmoins dans des clubs d'alpinisme et font encore parler d'eux en 1942 où on les entend chanter l'Internationale en excursion !

L'historien allemand Sascha Lange, à travers de nombreux extraits d'entretiens, nous fait plonger dans cette contre-culture fait de résistant·es, de dissident·es et de rebel·les. Un livre qui fait du bien.

LES FORMATIONS SOLIDAIRES POUR AGIR SYNDICALEMENT CONTRE L'EXTRÊME DROITE

FORMATIONS A VENIR

Les stages syndicaux sont des outils irremplaçables. Au niveau national, fédéral ou bien local il est essentiel de faire vivre ces temps de formation et de co-construction d'une riposte syndicale contre l'extrême droite et ses méfaites contre le monde du travail.

Cefi Solidaires



• Agir syndicalement avec VISA contre l'extrême droite dans le cadre des municipales 2026

à Nantes (44000) du 27 au 29 janvier 2026 (CEFI Solidaires Pays de Loire)

Cette formation unitaire VISA 44 (Solidaires, CGT, FSU, SAF) est proposée pour outiller nos militant-es, dans le cadre des mobilisations antifascistes à l'occasion des élections municipales de mars 2026.

• Formation VISA: Lutter contre l'extrême droite

à Saint-Jeoire-en-Faucigny (74490) le 24 janvier 2026 (Solidaires Haute Savoie)

Cette formation a pour but de développer les capacités nécessaires à tou-tes pour construire une intervention syndicale contre l'extrême droite.

• Stage "Lutter contre l'extrême droite"

à Avignon (84000) le 3 février 2026 (Solidaires Vaucluse)

Stage particulièrement adapté aux personnels professionnel-les en lien avec l'enfance et la jeunesse : de la crèche au lycée, en passant par les structures culturelles et sportives, les centres de loisirs et centres sociaux. Parce que nous sommes convaincu-es de l'enrichissement né du croisement des regards, parce que c'est collectivement que nous ferons reculer l'extrême droite et ses idées!

• Agir syndicalement contre l'extrême-droite avec VISA 35

à Rennes (35000) les 4 et 5 février 2026 (Solidaires Bretagne)

Cette formation permettra aux participant-es de s'outiller afin de pouvoir agir syndicalement sur leurs lieux de travail.

• Extrême droite : mieux la connaître pour mieux la combattre

à Marseille (13001) le 9 février 2026 (Solidaires Bouches du Rhône)

• VISA - combattre l'extrême droite et ses idées

à Mont-Saint-Aignan (76130) le 9 février 2026 (CEFI Solidaires Haute-Normandie)

• Lutter syndicalement contre les idées d'extrême droite

à Sainte-Suzanne (97420) le 12 février 2026 (Solidaires Réunion)

La formation alternera apports théoriques et ateliers pratiques pour te permettre de mettre en œuvre tes connaissances sur le terrain. Elle s'adresse à toutes les personnes souhaitant renforcer leur action syndicale et leur vigilance face à la menace d'extrême droite.

• Agir syndicalement contre l'extrême-droite avec VISA 22

à Saint-Brieuc (22000) les 12 et 13 février 2026 (Solidaires Bretagne)

Cette formation permettra aux participant-es de s'outiller afin de pouvoir agir syndicalement sur leurs lieux de travail.

• Agir syndicalement contre l'extrême-droite

à Montpellier (34000) les 19 et 20 février 2026 (CEFI Solidaires Languedoc Roussillon)

*D'autres formations sont prévues dans le courant de l'année 2026,
elles sont à retrouver sur le site du CEFI Solidaires.*